Nouvelles locales du mardi 22 octobre 2013

@rib News, 22/10/2013Ï Politique - Prestation de serment du nouveau vice-prÃ©sident de la RÃ©publique du Burundi le matin de ce mardi Ã lâ€™hÃ©micycle de Kigobe devant le prÃ©sident de la RÃ©publique, les membres du gouvernement, les membres de la cour constitutionnelle, le parlement et les membres des corps diplomatique et consulaires accrÃ©ditÃ©s Ã Bujumbura. Dans son serment, Bernard Busokoza a jurÃ© de travailler conformÃ©ment aux exigences de lâ€™unitÃ© nationale de dÃ©fendre les intÃ©rÃªts supÃ©rieurs de la nation. La cÃ©rÃ©monie sâ€™est poursuivie au bureau du 1er vice-prÃ©sident RÃ©publique oÃ¹ une remise et reprise avait Ã©tÃ© organisÃ©e entre lâ€™entrant et le sortant. Parmi les dossiers pendants, Busokoza a Ã©voquÃ© la rÃ©vision de la constitution mÃªme si cette derniÃ¨re a dÃ©jÃ dÃ©passÃ© le conseil des ministres. Il assurÃ© quâ€™il va le suivre partout oÃ¹ il sera. Il a aussi Ã©voquÃ© la rÃ©vision de la loi Ã©lectorale. Selon lui, ces deux textes attendusÂ par tout le peuple burundais et quâ€™un suivi particulier leur sera accordÃ©. [rtnb/bonesha/isanganiro/rtr/rpa] - Le vice porte-parole du prÃ©sident de la RÃ©publique trouve que personne ne devrait sâ€™inquiÃ©ter outre mesure suite aux propos faisant Ã©tat de probable implication du nouveau premier vice-prÃ©sident de la RÃ©publique dans lâ€™assassinat du prÃ©sident Ndadaye en 1993. Selon Willy Nyamitwe, ce nâ€™est pas la premiÃ¨re fois que Busokoza reÃ§oive un mandat public puis quâ€™avant dâ€™Ãªtre premier vice-prÃ©sident, il Ã©tait dÃ©putÃ© et personne nâ€™avait pas demandÃ© quâ€™il prÃ©sentÃ© par son parti lors des lÃ©gislatives prÃ©cÃ©dentes. Tout en affirmant ne pas vouloir soutenir Busokoza dans ce qu aurait fait, il a ajoutÃ© que la vÃ©ritÃ© sera connue aprÃ¨s la mise en place de la CVR. [isanganiro]- Le parti Sahwanya Frodebu trouve que le parti CNDD-FDD veut enterrer le dossier des assassins du prÃ©sident Melchior Ndadaye. Le prÃ©sident de ce parti trouve que le projet de loi sur la mise en place de la CVR qui est dÃ©jÃ Ã lâ€™assemblÃ©e nationale p lâ€™abandon des poursuites sur ceux qui ont commis des crimes politiques afin dâ€™instaurer un pardon collectif mÃªme pour ceux qui nâ€™en demandent pas. LÃ©once Ngendakumana fait savoir que cela est contre ce qui a Ã©tÃ© convenu Ã Arusha e les politiciens, mais aussi et surtout contre les rÃ©sultats des consultations nationales Ã ce sujet. Il voit que la cour spÃ©ciale ne va pas du tout Ãªtre mise en place et la CVR va connaÃ®tre des altÃ©rations vu ce que le pouvoir actuel veut instaurer et ce qui a Ã©tÃ© convenu. Il demande le respect des idÃ©es Ã©mises par les uns et les autres. [rpa]Ï Gouvernance - Lâ€™association des commerÃ§ants du Burundi (ACOBU) constate que les travailleurs de lâ€™OBR sont dÃ©boussolÃ©s dan travail. Le prÃ©sident de cette association estime que le travail des agents de lâ€™OBR, qui sont allÃ©s dÃ©foncer les portes d kiosques des commerÃ§ants de pagnes trÃ¨s tÃ´t le matin de ce samedi au marchÃ© communÃ©ment appelÃ©s chez Siyoni, ne devrait pas du tout avoir lieu surtout en lâ€™absence des occupants de ces kiosques. Antoine Muzaneza trouve que cela est assimilÃ© un vol de la part de ces agents. Il demande donc au gouvernement de mettre sur les rails les agents de lâ€™OBR et dâ€™arrÃªter les sÃ©questrations dont sont victimes ces commerÃ§ants de pagnes avant que la pratique ne gagn dâ€™autres marchÃ©s. Il demande aussi que les nÃ©gociations entamÃ©es Ã ce sujet soient continuÃ©es afin de trouver une pacifique qui profiterait Ã tout le monde. [rtnb/rtr/rpa]- Les femmes du parti MSD rÃ©unies au sein du Mouvement des Femmes Solidaires se disent consternÃ©es par les agissements de lâ€™OBR Ã lâ€™encontre des commerÃ§ants de pagnes marchÃ© dit chez Siyoni le matin de ce samedi. Elles dÃ©noncent la saisie des pagnes appartenant Ã ces commerÃ§ants en lâ€™absence de ces derniers et trouvent que leur sort aprÃ¨s que leurs marchandises aient Ã©tÃ© emportÃ©es par le feu au marchÃ© central de Bujumbura ne devrait pas Ãªtre la saisie contre leur solution de rechange. Elles demandent Ã lâ€™OBR de faire des concessions fiscales vu la situation dÃ©licate dans laquelle se trouvent ces commerÃ§ants suite Ã lâ€™incendie du marchÃ© central de Bujumbura au mois de janvier dernier. Elles demandent aussi au gouvernement de normaliser lâ€™importation des pagnes afin que chacun travaille dans la lÃ©galitÃ© tout en sâ€™acquittant noblement et dignement des d fiscaux. Enfin, elles demandent au gouvernement de sensibiliser tous les concernÃ©s afin que les fraudes sur les frontiÃ¨res soient Ã©radiquÃ©es. En outre, elles demandent Ã toute personne choquÃ©e par cette attitude de lâ€™OBR de por ce jeudi 24 octobre, des habits en pagnes afin de manifester une solidaritÃ© avec ces commerÃ§ants de pagnes. [rtnb/bonesha/isanganiro/rtr/rpa] Ï Economie - Lâ€™ONG locale PARCEM trouve contradictoire que depuis 2005, le budget allouÃ© au secteur agricole au Burundi a Ã©tÃ© multipliÃ© par 20 et que la production nâ€™ait pas suivi la mÃªme courbe. Sel prÃ©sident de cette association, le budget annuel dans ce secteur a passÃ© de 2 Ã 43 milliards dans cette pÃ©riode de 8 ans, mais la production nâ€™a jamais cessÃ© de chuter. Faustin Ndikumana trouve ainsi quâ€™il y a une mauvaise gestion de ces fonds quitte Ã ce que les cellules Ã la base qui devraient bÃ©nÃ©ficier de cet argent ne sont pas du tout servies. Il constate quâ€™il sâ€™agit dâ€™un phÃ©nomÃ¨ne Ã combattre qui est liÃ© Ã la corruption et Ã une mauvaise organisation. Il interpell chacun pour prendre des mesures qui sâ€™imposent afin que le pays ne soit plus classÃ© parmi les moins nourris alors que nous avons un potentiel agricole remarquable liÃ© Ã la fertilitÃ© des sols et un climat pluvieux. [rtnb/bonesha/isanganiro/rtr/rpa]Ï Education - Les syndicats SLEB, CONAPESÂ et STEB ont animÃ© ce mardi une confÃ©rence de presse lors de laquelle ils ont Ã©mis leurs inquiÃ©tudes sur la satisfaction de leurs revendications par le gouvernement burundais. Selon Eularie Nibizi, le gouvernement devra honorer ses engagements envers les enseignants. Elle demande de ce fait de mettre dans la loi budgÃ©taire de lâ€™annÃ©e prochaine, les frais relatifs Ã la rÃ©solu des disparitÃ©s salariales entre les fonctionnaires publics. De son cÃ´tÃ©, Emmanuel Mashandari demande au gouvernement de leur restituer une somme Ã©quivalente Ã 10 jours amputÃ©e sur leurs salaires dâ€™une maniÃ¨re illÃ©gale le ministÃ¨re de la fonction publique. Il prÃ©cise aussi que ces syndicats sâ€™insurgent contre lâ€™octroi de certains avantages primes Ã certaines catÃ©gories de fonctionnaires en dehors de la loi. Selon lui, il est remarquable que le gouvernement a peu de volontÃ© de faire aboutir ce processus dâ€™harmonisation des salaires. [rtnb/bonesha/isanganiro/rtr/rpa]Ï SÃ©curitÃ© - Attaque dans un mÃ©nage et un cabaret du centre urbain de Makamba la nuit de ce lundi Ã mardi. Selon les informations fournies par lâ€™administrateur communal de Makamba, il Ã©tait vers 21h de ce lundi quand un groupe de personnes armÃ©s de fusils et de gourdins ont fait irruption dans ce mÃ©nage oÃ¹ ils ont volÃ© une somme de 20.000FBu. AprÃ¨s, ils se sont introduits dans un dÃ©bit de boisson dans lequel ils nâ€™ont pas eu la chance dâ€™y trouver ce quoi voler. Il ajoute aussi que lâ€™identitÃ© de ce groupe nâ€™a pas encore Ã©tÃ© connue, tout en ajoutant que des enquÃªtes ont Ã©tÃ© entamÃ©es. [rtn